

Modèle de partage de l'information du CDPISP – septembre 2020

Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) de septembre 2020.

Les informations contenues dans ce document ne peuvent pas être partagées en dehors du CPSSP sans l'approbation de la juridiction membre (auteur).

Les administrations sont priées de limiter l'échange de renseignements à un maximum de 3 pages.

Administration :	Personne-ressource
<p>1. Priorités et réalisations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décrivez brièvement ce que votre administration considère comme ses 2 ou 3 principales priorités ou initiatives de prestation de services pour les 6 à 12 prochains mois, ainsi que les mesures que vous avez l'intention de prendre pour répondre à ces priorités. • Décrivez brièvement toute réalisation, tout progrès ou toute étape importante relatif(ve) à la prestation de services qui ont été effectués dans ces domaines prioritaires au cours des 6 à 12 derniers mois. 	<p>Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire participer les Canadiens de tout le pays en ligne au 5e Plan d'action national (PAN) du Canada pour un gouvernement ouvert afin de mieux comprendre les priorités des différents secteurs et collectivités en ce qui concerne le gouvernement ouvert. Les commentaires recueillis aideront le SCT à créer conjointement un PAN ambitieux avec les ministères et organismes du gouvernement du Canada. • La publication proactive des notes pour la période des questions a été réalisée avec succès le 12 janvier 2020 sur le site ouvert.canada.ca, qui a centralisé et normalisé la publication des notes pour la période des questions préparées à l'intention des ministres, assurant une transparence accrue et de plus grands progrès vers l'ouverture du gouvernement du Canada. 730 notes ont été publiées en date du 13 juillet. • Augmentation de la « découvrabilité » des données et des renseignements sur le site ouvert.canada.ca, expressément l'information liée à la COVID-19, en créant une page de renvoi concernant la COVID-19 sur le site ouvert.canada.ca qui dirige les visiteurs vers les ressources directement liées à la COVID-19, comme les données sur la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les publications proactives liées aux marchés et aux subventions et contributions, entre autres. Cette page, qui présente une variété de données ouvertes et de renseignements liés à la COVID-19, a été conçue pour mettre en lumière les principes de transparence, de responsabilisation et de participation citoyenne du gouvernement ouvert et pour favoriser une réponse ouverte et une reprise à la suite de la pandémie. <p>Politique sur le numérique</p> <p>Priorités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aider les institutions fédérales à mettre en œuvre la Politique sur les services et le numérique du Conseil du Trésor sera essentiel cette année. Les principaux domaines d'intérêt de la Politique seront les suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Favoriser les travaux liés à la désignation des fonctionnaires et leurs responsabilités, ainsi qu'à la distinction entre les rôles des fonctionnaires, notamment en créant une communauté de fonctionnaires responsables de la gestion des services et de la cybersécurité. <p>Mélanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Robert Trottier Robert.Trottier@tbs-sct.gc.ca</p>

- Fournir des spécifications plus précises sur la planification intégrée et la production de rapports afin d'assurer une intégration accrue des renseignements et de faciliter l'efficacité de la production de rapports.
- Renforcer la conception et la prestation axées sur le client, où l'importance sera accordée à l'accessibilité de la technologie de l'information et des communications, en renforçant la conception des services internes et externes pour tous les clients et en reconnaissant le rôle intégral de la protection de la vie privée dans la prestation de services sûrs et fiables.

Réalisations

- Le 30 juin 2020 a marqué la publication du Répertoire de services du gouvernement du Canada de 2018-2019 sur ouvert.canada.ca. Le répertoire contient des renseignements et des mesures clés sur les services du gouvernement du Canada recueillis auprès des ministères et organismes assujettis à la *Politique sur les services* (depuis remplacée par la nouvelle *Politique sur les services et le numérique*).
- Le 1er avril 2020, la nouvelle *Politique sur les services et le numérique* du Conseil du Trésor est entrée en vigueur. La politique promeut la prestation de services et l'efficacité des activités opérationnelles gouvernementales par l'entremise d'une gestion stratégique de l'information et des données gouvernementales et de l'exploitation de la technologie de l'information en soutien au mandat du ministre du Gouvernement numérique qui dirige la transition numérique du gouvernement du Canada.
- En mai 2020, sur la page [GCcollab](#) du groupe Digital-Numérique, le Bureau du dirigeant principal de l'information (BDPI) a publié une version interprétative de la *Ligne directrice sur les services et le numérique* (version 1.1), qui fournit des directives détaillées sur les principaux domaines de la Politique et de la Directive. Le SCT a l'intention de publier la prochaine version de la Ligne directrice sur canada.ca à l'automne 2020.

Politique sur la sécurité

- Le SCT établira une liste évolutive des services critiques (SC) du gouvernement du Canada qui pourront être classés par ordre de priorité. En collaboration avec Sécurité publique (SP), le SCT prévoit de recueillir des renseignements sur les SC ministériels et les interdépendances et ressources connexes, ce qui permettra au gouvernement du Canada de continuer d'offrir les SC aux Canadiens en cas de perturbation.
- Un cadre de gestion du cycle de vie est en cours d'élaboration pour s'assurer que les données sur la gestion de la continuité des opérations et les SC demeurent à jour. Le cadre de gestion du cycle de vie sera élaboré autour du lancement de l'application de gestion du portefeuille intégrée du gouvernement du Canada qui

Rita Whittle
[Rita.Whittle@tbs-
sct.gc.ca](mailto:Rita.Whittle@tbs-sct.gc.ca)

comprendra des modules conçus pour recueillir des données sur les SC et sur l'interdépendance et les ressources.

Politiques de l'information et de la protection des renseignements personnels

Priorité

- Renforcement de la capacité à recevoir et à traiter les demandes d'accès à l'information et de renseignements personnels, ainsi qu'à y répondre pendant les restrictions liées à la COVID-19, notamment :
 - passer à des processus entièrement numériques;
 - élargir l'accès au réseau à distance;
 - fournir un canal pour la livraison électronique au demandeur.

Réalisations

- Parmi les réalisations des derniers mois, citons : aider les institutions à satisfaire aux exigences de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pendant qu'elles étaient touchées par la pandémie de COVID-19; faire progresser l'examen requis de la *Loi sur l'accès à l'information*; et poursuivre les travaux en vue de publier des outils et une orientation afin de favoriser l'application uniforme de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, des règlements et des politiques connexes dans l'ensemble du gouvernement fédéral.

Cybersécurité

- Publication du [Guide de sécurité pour les solutions de système d'information](#). Ce guide décrit les tâches à prendre en compte lors de la conception et de la mise en œuvre de solutions pour les systèmes d'information du gouvernement du Canada dans les environnements d'informatique en nuage.
- Publication d'une mise à jour du [Plan de gestion des événements de cybersécurité du gouvernement du Canada](#). Des activités sont en cours en vue d'une mise à jour annuelle pour 2020, notamment des précisions sur les rôles et les responsabilités et l'offre d'outils supplémentaires pour permettre aux ministères d'élaborer des procédures opérationnelles normalisées et des guides à l'appui.
- Mise en place des Mesures de protection du nuage du GC pour Office 365 afin de permettre la configuration sécurisée et le renforcement de la mise en œuvre de Microsoft Office 365 pour les ministères et les organismes du gouvernement du Canada. Les mesures de sécurité se trouvent ici : <https://github.com/canada-ca/cloud-guardrails-O365>.
- La [Norme sur la gestion du courriel](#) a été modifiée pour inclure de nouvelles exigences visant à améliorer la sécurité des courriels. Plus précisément, l'activation de la norme Domain-based Message Authentication, Reporting and Conformance (DMARC) contribuera à protéger les domaines de courriel du gouvernement du Canada contre l'usurpation par courriel, à empêcher la livraison de certains messages malveillants

Ruth Naylor
Ruth.Naylor@tbs-sct.gc.ca

Po Tea-Duncan
Po.Tea-Duncan@tbs-sct.gc.ca

envoyés pour le compte de ses domaines et à reconnaître l'infrastructure utilisée par les acteurs malveillants, afin de protéger la réputation du gouvernement du Canada.

- Dans le cadre du programme Solutions innovatrices Canada, qui finance le développement d'innovations naissantes par les petites entreprises canadiennes, le SCT est à la tête d'un défi lié aux [justificatifs d'identité numériques vérifiables axés sur les utilisateurs](#). Ces défis vont dans le même sens que le programme d'identité numérique du gouvernement du Canada et sont axés sur l'écosystème émergent des justificatifs d'identité numériques. Pour plus de renseignements, consultez le site <https://canada-ca.github.io/ucvdcc/> (en anglais seulement).
- L'environnement d'essai d'Authenti-Canada a été mis sur pied et a permis d'intégrer avec succès les fournisseurs d'identité des provinces et des territoires, plus particulièrement BC Services Card, MyAlbertaDigitalID, ainsi que les fournisseurs de justificatifs d'identité du gouvernement du Canada existants (CléGC et le service de courtier de justificatifs d'identité [Banques]). La capacité opérationnelle initiale d'Authenti-Canada en est actuellement aux dernières étapes de la mise en production. Le nouveau service en ligne d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) du SCT pourra donc y être intégré. Des discussions sont en cours en vue de l'intégration de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (agence de développement régional pour le Sud de l'Ontario) (FedDev Ontario), de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC), du développement de l'Ouest (agence de développement régional pour l'ouest du Canada) (DO), de Transports Canada (TC), de Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) et de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.
- Le comité technique sur la confiance et l'identité numériques du Conseil stratégique des DPI a récemment terminé l'élaboration d'une proposition de Norme nationale du Canada, [CAN/CIOSC 103-1 : 2020, Confiance et identité numériques – Première partie : Fondements théoriques](#). Cette norme s'harmonise au contenu de la **Directive sur la gestion de l'identité du Conseil du Trésor**, de la **Norme sur l'assurance de l'identité et des justificatifs** et du **Profil du secteur public du Cadre de confiance pancanadien** et en tire parti. Une fois finalisée et approuvée, cette norme constituera une étape importante dans l'avancement des programmes d'identité numérique dans l'ensemble du Canada, à l'appui des efforts de transformation numérique plus larges visant à mieux servir les Canadiens.
- Publication de la version 1.1 du [Profil du secteur public du Cadre de confiance pancanadien](#). L'utilisation du Cadre de confiance pancanadien (CCP) assure l'harmonisation, l'interopérabilité et la confiance des solutions d'identité numérique qui sont destinées à fonctionner au-delà des frontières organisationnelles, sectorielles et des administrations.
- Une [orientation](#) sur les signatures électroniques a été publiée à l'été 2019 pour favoriser le remplacement des processus sur papier par des pratiques électroniques

plus modernes, plus rapides et plus faciles à utiliser. Le SCT étudie des options pour faire progresser ce service, notamment l'établissement d'une offre à commandes pour faciliter l'accès aux technologies logicielles de soutien.

- Lancement de la version bêta de l'outil d'autoévaluation de la maturité de la cybersécurité sur le Portail des applications du SCT. L'objectif de l'outil est de fournir aux ministères et organismes du gouvernement du Canada une méthode facile à utiliser qui leur permet de mieux comprendre leur position en matière de cybersécurité.

Habilitation en matière de numérique

- Continuer de promouvoir la vision du gouvernement numérique par le biais d'une stratégie de plateforme UnGC qui vise à faire progresser les résultats communs pour l'organisation en matière de prestation de services et d'infrastructure numérique comme :
 - la disponibilité accrue des services numériques de bout en bout;
 - la mise en œuvre d'une approche « une fois suffit » pour une expérience harmonieuse;
 - l'accès sur demande à partir de n'importe quel appareil, n'importe quelle plateforme ou n'importe quel partenaire;
 - une infrastructure de services intégrée et modernisée utilisant des normes et des formats ouverts.
- Production d'un rapport « Une fois suffit » qui souligne les préférences des citoyens (expérience de l'utilisateur) et les pratiques exemplaires en matière d'intégration (interopérabilité entre les ministères) afin d'alimenter une plateforme UnGC, un guichet unique libre-service pour les services du gouvernement du Canada. Lancement du processus d'acquisition d'un espace client en nuage pour commencer à élaborer une solution et à la mettre à l'essai.
- Mise en place de la plateforme UnGC, un guichet unique libre-service pour les services du gouvernement du Canada. Planifier de mettre au point le processus d'acquisition d'un espace client en nuage pour mettre à l'essai, élaborer et configurer un carrefour central ou une vue uniforme, intégrer les solutions communes UnGC (c.-à-d. Authenti-Canada, canada.ca, notifications et formulaires) ainsi que les services gouvernementaux, et commencer à intégrer les ministères dans un environnement de production.
- Progression de la modernisation et de l'intégration des services grâce à la PENC, qui permet l'échange sécurisé de données en temps réel, et rationalisation de la prestation des services du gouvernement du Canada tout en assurant une plus grande transparence. Les prochaines étapes consistent, entre autres, à obtenir des fonds pour adapter les infrastructures, intégrer les ministères, renforcer la capacité du gouvernement du Canada pour développer des API et certifier la solution pour les

Teresa D'Andrea
[Teresa.DAndrea@tbs-
sct.gc.ca](mailto:Teresa.DAndrea@tbs-sct.gc.ca)

données désignées Protégé B, tout en exploitant les solutions d'interopérabilité existantes afin d'assurer une transition sans heurt.

Planification stratégique intégrée

- L'équipe de la Planification stratégique intégrée (PSI) a mis à jour tous ses instruments de politique et ses lignes directrices pour les harmoniser avec la nouvelle *Politique sur les services et le numérique* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), qui est entrée en vigueur le 1er avril 2020. L'équipe a ainsi pu s'assurer que les instruments de politique visent principalement l'amélioration des services axés sur la clientèle.
- La politique et la directive du SCT sur les services et le numérique définissent les normes relatives aux données intégrées comme une priorité pour le gouvernement du Canada. En priorité, des normes relatives aux données et un cadre de gouvernance seront élaborés pour l'application d'un ensemble uniforme de règles visant à améliorer la qualité des données, à assurer l'accessibilité, à accroître l'interopérabilité entre les organisations et à permettre une plus grande transparence avec le public. L'accent est mis d'abord sur les données communes utilisées pour la prestation de services.

Migration de la charge de travail et activation du nuage

- L'équipe de la PSI continuera l'exécution du programme de migration de la charge de travail et d'activation du nuage afin de moderniser les services numériques du gouvernement. Le SCT est le ministère pionnier et a réussi à moderniser et à migrer la totalité de sa charge de travail vers le nuage en date de février 2020. Pour l'exercice 2020-2021, le SCT distribuera 20 millions de dollars pour aider les ministères dans leurs activités de modernisation et de migration.

Portefeuille organisationnel en matière de TI

- L'équipe de la PSI continuera de se concentrer sur la mise en œuvre de la solution de gestion de portefeuille intégrée dans le nuage. Cela permettra une organisation axée sur les données en :
 - dressant un tableau clair de la demande et de l'offre en matière de TI dans l'ensemble du gouvernement du Canada afin de s'assurer que les projets ayant les plus grandes répercussions sur les Canadiens sont exécutés en priorité;
 - offrant un premier aperçu de la santé des systèmes de TI qui soutiennent les opérations et la prestation de services, y compris les systèmes de base et les systèmes à risque.
- Réalisation à ce jour : validation de principes en vue de la planification des investissements du ministère et de la gestion de la réception et de la demande de Services partagés Canada.
- Prochains jalons :

Natalie McGee
Natalie.McGee@tbs-sct.gc.ca

[illegible]

3. **Problèmes et besoins :**

- Décrivez brièvement tout problème de prestation de services que vous essayez de résoudre et que la collaboration interjuridictionnelle peut aider à faire progresser (par exemple, projet-pilote).
- Si disponibles, fournir des détails sur l'énoncé du problème, la portée du projet et les résultats/produits livrables visés.

Gouvernement ouvert

- En raison de la situation actuelle, les consultations pour le 5e PAN du Canada pour un gouvernement ouvert seront principalement menées par le biais d'un mécanisme en ligne, car les consultations en personne ne sont pas possibles pour le moment. Par conséquent, nous cherchons à obtenir de l'aide pour continuer à tirer parti des partenariats que nous avons établis avec les administrations dans le cadre du plan initial de consultation préalable à la COVID – plus précisément, nous souhaitons connaître la meilleure manière de faire participer les Canadiens de partout au pays de façon numérique et inclusive.

Politique sur le numérique

- Pour la Politique sur les services et le numérique du Conseil du Trésor, échanger les pratiques exemplaires et les cas d'utilisation pour : la conception et la prestation axées sur le client, la façon dont les différentes administrations intègrent les fonctions essentielles de TI, de GI et de données et de services au moyen des rôles et responsabilités des fonctionnaires, de la gouvernance intégrée, de la planification et de la production de rapports, de l'innovation et de l'expérimentation.

Cybersécurité

- Le SCT, en collaboration avec le Centre de la sécurité des télécommunications (CST), établira un cadre de divulgation des vulnérabilités qui fournira la feuille de route pour aider le gouvernement à se renseigner sur les vulnérabilités et à y remédier rapidement afin d'aider à protéger les services numériques. Le SCT souhaite comprendre les approches adoptées par d'autres administrations en ce qui concerne les divulgations des vulnérabilités.
- Le SCT souhaite élargir l'intégration au programme Authenti-Canada avec les provinces. D'autres travaux sont en cours pour clarifier les pouvoirs requis pour simplifier l'intégration avec les provinces et les territoires, où l'intégration est effectuée de façon centralisée une seule fois, afin de permettre l'accès aux services en ligne du gouvernement du Canada, comme ceux fournis par Emploi et Développement social Canada et l'Agence du revenu du Canada.

SCT – BDPI (habilitation en matière de numérique)

- Le SCT cherche à tirer des leçons de l'expérience d'autres provinces, territoires et municipalités et à obtenir des exemples concrets des défis qu'ils ont rencontrés et de leurs réussites en ce qui concerne :
 - la création d'un portail unique de services gouvernementaux en ligne;
 - la mise en œuvre d'une approche « une fois suffit »;
 - les projets d'interopérabilité modernes au sein de la communauté de pratique de l'échange numérique, comme l'échange de données, les API, etc.

Mélanie Robert

Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca

Po Tea-Duncan

Po.Tea-Duncan@tbs-sct.gc.ca

Teresa D'Andrea

Teresa.DAndrea@tbs-sct.gc.ca



	Publication de normes techniques, de cadres ou de lignes directrices concernant les technologies perturbatrices ou émergentes (p. ex. chaînes de blocs, paiements mobiles, portefeuilles numériques et authentifiants vérifiables ou assistants numériques).	
--	--	--